

**4 Économie**

**Coopération Gabon-FMI**

**Pour une dynamique de l'agenda des travaux conjoints**

I. M'B.  
Libreville/Gabon

Le ministre d'Etat chargé du Budget et des Comptes publics, Jean-Fidèle Otandault au eu hier, à son cabinet, une séance de travail avec l'administrateur représentant les pays du Groupe Afrique II du Fonds monétaire international (FMI), Daouda Sembene. Les échéances de coopération écono-

mique et financière à venir, entre le gouvernement et le FMI ont, à ce qu'il semble, occupé une place de choix dans les échanges entre les deux parties. Il était question, entre autres, « de faciliter les poursuites du programme de relance de l'économie gabonaise appuyé par le FMI. » On note que dès l'entame des réflexions en rapport avec le Plan de relance économique, cette institu-



Photo : R.H.A

Le ministre d'Etat Jean-Fidèle Otandault (g) et Daouda Sembene (milieu) au cours de la séance de travail.

tion de Bretton Woods s'est proposée d'accompagner le gouvernement gabonais dans plusieurs aspects liés à la sortie de crise. Jean-Fidèle Otandault et Daouda Sembene ont également abordé la prochaine revue du programme qui doit, en principe, se tenir ce mois d'avril 2018. La rencontre d'hier a été l'occasion pour M. Sembene de préciser, une nouvelle fois, les rôle et périmètre d'ac-

tions de l'administrateur représentant les pays du Groupe Afrique II du FMI au Gabon, et au sein des 22 autres pays d'Afrique. Lequel rôle consiste à défendre et à appuyer les réformes proposées par le pays au conseil d'administration du Fonds. M. Sembene a marqué sa disponibilité quant à poursuite du travail de coopération économique déjà entamé, entre le Gabon et le FMI.

**Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC)  
Les cadres de 14 pays en formation à Libreville**

R.H.A  
Libreville/Gabon

Le premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia, a ouvert lundi dernier, à Libreville, l'atelier de formation sur le développement de la stratégie d'implication des parties prenantes des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC).



Photo : Rudy Hombenet

Le premier président de la Cour des comptes, Gilbert Ngoulakia, a ouvert l'atelier de formation sur le développement de la stratégie d'implication des parties prenantes dans les ISC. Photo de droite : Les maires et les acteurs concernés lors de la cérémonie d'ouverture.



Photo : Rudy Hombenet

En présence des maires de trois communes, des 40 participants venus de 14 pays et des parties prenantes, Gilbert Ngoulakia a fixé les objectifs de ces travaux, qui s'achèvent le 20 avril prochain, en ces

termes: « Cet atelier est organisé dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'Initiative de développement de l'organisation internationale des institutions supérieures de contrôle (Intosai). L'effica-

cité d'une institution supérieure de contrôle des finances publiques repose sur les relations qu'elle établit et entretient avec l'ensemble des parties prenantes. » Ainsi, cette rencontre

constitue une opportunité pour développer des stratégies efficaces permettant aux acteurs des institutions supérieures de contrôle de devenir des « personnes ressources capables de réfléchir sur les

voies et moyens susceptibles de donner plus d'envergure aux dites relations. » Dans le même ordre d'idées, le représentant de l'Intosai, Alain Memvah, a rappelé que la question des relations des

ISC avec leurs parties prenantes est un élément important. D'après l'expert, le programme en cours de lancement vise à mettre à la disposition des ISC les outils nécessaires pour initier des stratégies d'implication adéquates. « Après avoir été testé au sein des régions d'expressions anglophones de l'Intosai, le matériel du programme sur l'implication des parties prenantes des ISC a été traduit en langue française, puis adapté à l'usage des ISC du Crefiaf », a souligné Alain Memvah. Les intéressés ont donc deux semaines pour réfléchir sur les mécanismes pouvant améliorer leur implication dans les ISC.

**Entrepreneuriat dans le secteur agricole**

**Biendi Maganga Moussavou fait la promotion auprès des jeunes**

R.H.A  
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage, chargé du programme Graine, Biendi Maganga Moussavou, a procédé, le lundi 9 avril, au lancement de l'étude du projet « Appui technique à la stratégie de transformation de l'Agriculture et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole et de l'agrobusiness (Pasta-Peja) ». Il a par la même occasion consacré le démarrage du programme

d'appui au programme Graine phase 2 (PAPG2). En présence des experts de la question, le ministre a redéfini les contours de ce projet qui bénéficie de l'accompagnement de la Banque africaine de développement (BAD). Assurant qu'il devrait fournir des « éléments de réponses pertinentes pour intéresser les jeunes à l'agriculture dont la chaîne de valeurs s'étend à une infinité de métiers. » D'après les indications du ministre, le but poursuivi en réalisant ces études est le suivant: « (...) élaborer un projet qui s'articulera autour de quatre objectifs



Photo : R.H.A

Réunion de lancement des études du Programme d'appui au programme Graine phase 2 et Pasta-Peja.

pour la Pasta-Peja". A savoir : permettre le développement des chaînes de

valeurs des filières porteuses ; favoriser la promotion de l'entrepreneuriat

des jeunes dans les domaines définis ; procéder à la formulation d'un pro-

gramme d'appui aux ministères et institutions en charge de l'exécution de Pasta-Peja et la mise en place du dispositif de gestion du Pasta-Peja. » Le deuxième projet, c'est-à-dire le PAPG2, concerne quant à lui, l'appui aux acteurs directs du programme Graine et le développement des infrastructures sociales et économiques. Biendi Maganga Moussavou a, par ailleurs, invité les participants à s'investir totalement, afin que ces deux initiatives répondent aux attentes des populations et aux ambitions du gouvernement.

<b>CHANGEMENTS</b>	<b>COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 11/04/2018</b>			<b>VENTE BILLETS (sans frais)</b>		<b>INDICES BOURSINIERS</b>			
		<b>FIXING</b>				<b>en date du</b>			
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	CAC 40	11/04/2018	5 289,35
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	DOW JONES	11/04/2018	24 366,15
	USD	1,2361	1USD =	530,667	1 USD	546,436			
	CAD	1,5645	1CAD =	419,276	1 CAD	447,304			
	JPY	131,2800	1JPY =	4,959	100 JPY	520,654			
	GBP	0,8718	1GBP =	752,391	1 GBP	789,383			
	CHF	1,1792	1CHF =	556,273	100 CHF	58 738,11			
	ZAR	14,9028	1ZAR =	44,016	100 ZAR	4 577,10			
	MAD	11,3260	1MAD =	57,916	1 MAD	60,56			
	CNY	7,7741	1CNY =	84,377	1CNY	86,91			
	KES	124,8400	1KES =	5,254	1KES	5,41			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril  
11 Avril 2018: 70,06**

**Union Gabonaise de Banque**  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>